

Édition 2005

# La Réunion



en 2004



# SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| <b>AVANT PROPOS</b>   | 9  |
| <b>SYNTHESE</b>   | 10 |
| Principaux indicateurs  | 14 |
| <b>CHAPITRE I – PANORAMA DE L’ECONOMIE REUNIONNAISE</b>           | 15 |
| <b>SECTION 1 - LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L’ECONOMIE</b> | 16 |
| § 1. Caractéristiques géographiques et démographiques             | 18 |
| § 2. Structure d’emploi et de production par grands secteurs      | 23 |
| § 3. Le PIB régional sur longue période                           | 28 |
| § 4. Caractéristiques institutionnelles                           | 31 |
| <b>SECTION 2 – L’EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS</b>         | 39 |
| § 1. L’emploi et le chômage                                       | 39 |
| § 2. Les salaires et les revenus                                  | 50 |
| 1. Les salaires   | 50 |
| 2. Le revenu minimum d’insertion                                  | 52 |
| § 3. L’inflation  | 56 |
| 1. La réglementation des prix                                     | 56 |
| 2. L’évolution de l’indice des prix                               | 56 |
| § 4. Le commerce extérieur  | 58 |
| 1. Les importations de biens                                      | 58 |
| 2. Les exportations de biens                                      | 60 |
| 3. La balance commerciale hors services                           | 61 |
| 4. Les échanges régionaux   | 62 |
| § 5. Les finances publiques                                       | 66 |
| 1. Les comptes administratifs de la Région Réunion                | 66 |
| 2. Les comptes administratifs du Département de la Réunion        | 70 |
| 3. Les comptes de l’Etat dans le département                      | 75 |
| 4. Les dotations ou recettes attribuées aux collectivités locales | 77 |
| 5. Les concours financiers extérieurs de caractère public         | 78 |
| 6. La programmation pluriannuelle des concours publics            | 79 |

|  |            |
|--|------------|
| <b>SECTION 1 – LE SECTEUR PRIMAIRE</b>             | <b>84</b>  |
| § 1. L’agriculture                                 | 85         |
| 1. Structures de production                        | 85         |
| 2. La filière canne                                | 89         |
| 3. La filière fruits et légumes                    | 97         |
| 4. Les productions traditionnelles                 | 99         |
| § 2. L’élevage                                     | 101        |
| § 3. La pêche                                      | 107        |
| <b>SECTION 2 – LE SECTEUR SECONDAIRE</b>           | <b>112</b> |
| § 1. L’énergie et l’eau                            | 112        |
| 1. L’énergie électrique                            | 112        |
| 2. L’eau   | 116        |
| § 2. L’industrie et l’artisanat                    | 120        |
| 1. L’industrie                                     | 120        |
| 2. L’artisanat                                     | 126        |
| § 3. Le bâtiment et les travaux publics            | 128        |
| 1. Panorama des entreprises                        | 129        |
| 2. Le logement                                     | 130        |
| 3. Les principaux autres marchés du BTP            | 136        |
| <b>SECTION 3 – LE SECTEUR TERTIAIRE</b>            | <b>138</b> |
| § 1. Le commerce                                   | 138        |
| 1. Panorama des entreprises du secteur             | 138        |
| 2. Panorama de l’équipement commercial Réunionnais | 139        |
| § 2. Le tourisme                                   | 145        |
| 1. L’activité touristique                          | 145        |
| 2. Bilan de l’activité hôtelière                   | 147        |
| 3. L’équipement hôtelier et touristique            | 149        |
| 4. La promotion de la destination                  | 150        |
| § 3. Les transports                                | 151        |
| 1. Les activités portuaires                        | 151        |
| 2. Les activités aéroportuaires                    | 156        |
| § 4. Les services marchands                        | 161        |
| 1. Panorama des entreprises du secteur             | 161        |
| 2. L’éducation, l’action et la santé sociale       | 164        |

|   |            |
|---|------------|
| <b>CHAPITRE III - L'EVOLUTION MONETAIRE ET FINANCIERE</b>           | <b>171</b> |
| <b>SECTION 0 – REMARQUES METHODOLOGIQUES</b>                        | <b>172</b> |
| <b>SECTION 1 – LA STRUCTURE DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER</b>    | <b>174</b> |
| § 1. Son organisation   | 174        |
| § 2. Sa densité   | 179        |
| § 3. Les moyens de paiements  | 183        |
| § 4. Les ressources humaines  | 189        |
| § 5. Les faits marquants de l'exercice                              | 190        |
| <b>SECTION 2 – L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>          | <b>192</b> |
| § 1. Les actifs financiers de la clientèle                          | 192        |
| § 2. Les concours à la clientèle                                    | 202        |
| <b>SECTION 3 – LES CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTIVITE BANCAIRE</b> | <b>222</b> |
| § 1. Les taux   | 222        |
| § 2. La situation agrégée des banques et l'analyse des risques      | 226        |
| § 3. La situation financière des banques locales                    | 232        |
| § 4. L'analyse de la formation du produit net bancaire              | 240        |
| <b>SECTION 4 – LA CIRCULATION FIDUCIAIRE</b>                        | <b>245</b> |
| § 1. Les billets  | 245        |
| § 2. Les pièces   | 248        |
| <b>Chronologie des principaux évènements de l'année 2004</b>        | <b>250</b> |

## Avant Propos

**Q**uelle a été la croissance du PIB réunionnais en 2004 ? Cette information à laquelle les décideurs, économiques et politiques en charge de l'outre-mer pourraient légitimement prétendre aujourd'hui compte tenu des enjeux auxquels ils doivent faire face n'est malheureusement pas encore disponible.

C'est tout le sens du projet CEROM (Comptes économiques rapides pour l'outre-mer), à travers lequel l'IEDOM, l'INSEE et l'AFD se sont fixés l'objectif ambitieux de parvenir à produire des comptes rapides pour la Réunion dès 2006.

L'analyse macro-économique engagée pour construire ces comptes rapides a d'ores et déjà livré des enseignements précieux. La première étude sur l'emploi a notamment mis en évidence une croissance annuelle moyenne de 5 % par an sur la période 1970-2000, digne d'un pays émergent. Cette performance a été le fruit d'une forte productivité et d'une transition économique rapide, d'une économie traditionnelle fondée sur la filière canne à sucre vers une économie moderne reposant désormais, pour les ¾ de la richesse produite, sur les services.

Ce panorama économique serait incomplet si on omettait de dire que cette performance réunionnaise est aussi l'expression d'une solidarité nationale et européenne en faveur d'une région dont le PIB par habitant n'était encore en 2001 que légèrement supérieur à 50 % de celui de la France entière. Le rattrapage engagé n'est toutefois pas le seul fait des transferts sociaux dont le poids relatif n'est guère plus élevé qu'en métropole mais aussi celui d'un effort considérable d'investissement. C'est ce qu'il faut retenir de la période récente et, en particulier, de l'année 2004. Des équipements publics ambitieux, notamment dans le secteur des transports, ont enfin été lancés. Les entreprises ont, à la faveur d'une conjoncture internationale porteuse, recommencé à investir. Quant aux particuliers, dont l'appétit pour le logement ne se dément pas, ils ont bénéficié de taux d'intérêt particulièrement attractifs grâce à la politique de stabilité des prix menée dans la zone euro.

Après avoir conquis avec succès un marché intérieur en rapide développement grâce à une forte dynamique démographique, l'économie de l'île doit trouver, pour demain, de nouveaux relais de croissance, notamment sur les marchés extérieurs. Pour ce faire, la Réunion ne manque pas d'atouts dans le tourisme, les services et certaines industries à haute valeur ajoutée. Son statut de RUP, stabilisé dans les textes européens, reconnaît ses spécificités et ses fragilités d'économie insulaire. C'est un acquis important au moment où se négocient à Bruxelles de nouveaux accords de partenariat économique avec de grands ensembles régionaux comme la COMESA et la SADEC. L'île ayant par ailleurs plus que jamais son avenir en main grâce aux nouvelles compétences transférées à la Région, une information économique précise et rapide devient essentielle.



Hubert DOGNIN

# Synthèse

**S**ur le plan économique, le bilan de l'année 2004 à la Réunion s'inscrit dans la continuité de la reprise observée en fin d'année 2003, sans toutefois en conserver la vigueur. L'activité a été pénalisée en cours d'année tant par des facteurs endogènes, en particulier la grève des secteurs du BTP et des transports qui a provoqué une paralysie des échanges de près de 15 jours, qu'exogènes, avec le niveau élevé des cours du pétrole ou la hausse des prix de certaines matières premières et du fret en liaison avec la demande chinoise.

*La croissance des revenus salariaux des ménages a moins profité à la consommation, ...*

La consommation intérieure, notamment celle des ménages, n'a pas complètement bénéficié de la croissance des revenus qu'illustre l'augmentation de la masse salariale (+ 8 % en 2004 comme l'année précédente). Les ménages ont plutôt privilégié l'investissement en logement et la constitution d'une épargne pour financer cet effort. De plus, la hausse de l'indice des prix à la consommation en 2004 (+ 2,7 % de décembre 2003 à décembre 2004), notamment pour les loyers, l'énergie et, dans une moindre mesure, les produits alimentaires, a pesé sur le pouvoir d'achat. A l'inverse, le bas niveau des taux d'intérêts et les mesures gouvernementales de soutien de la demande ont joué un rôle favorable, comme en témoigne la bonne tenue générale des indicateurs de mesure de la consommation : les importations de biens à destination des ménages ont progressé de + 3,5 % en 2004 après + 2,5 % en 2003 et les crédits à la consommation ont maintenu un rythme de croissance élevé (+ 7,7 % en 2004) en dépit du recul des ventes de véhicules de tourisme neufs (- 9 %), lié à la forte saisonnalité de ces ventes à la Réunion (salon de l'automobile tous les 2 ans).

*... qu'à l'investissement en logement et à l'effort d'épargne.*

Grâce à des taux d'intérêt historiquement bas et à des dispositifs d'incitation fiscale renforcés (Loi Programme pour l'Outre-mer), les ménages réunionnais ont confirmé leur appétence pour le logement. Ainsi, le nombre d'attestations délivrées par le comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité (CONSUEL) a atteint le chiffre de 11 599 logements en 2004 après 11 437 en 2003 et 9 798 en 2002. De même, l'encours total des crédits à l'habitat distribués par le système bancaire local affiche une progression remarquable (+ 15,7 % en 2004 contre + 13,5 % l'année précédente) dont l'ampleur doit aussi beaucoup à l'effet prix que provoque la hausse du foncier.

La propension des ménages à investir dans le logement explique également, pour partie, la progression de leur épargne financière : les actifs financiers des particuliers, dans le système bancaire local, se sont en effet accrus de 432 millions d'euros en 2004 contre 247 millions d'€ en 2003. Corrigé de l'augmentation des dettes (377 millions d'€ en 2004 contre 286 millions d'€ en 2003), les ménages ont été épargnants nets vis-à-vis du système bancaire de 55 millions d'€ au cours de l'année 2004, tandis qu'ils étaient emprunteurs nets pour 39 millions d'€ un an auparavant.

***L'investissement des ménages est relayé par celui des entreprises, ce qui traduit à la fois des perspectives d'activité favorables, ...***

La reprise de l'investissement des entreprises observée en 2003 s'est accélérée en 2004, comme en témoigne la hausse très sensible de l'encours des crédits bancaires à l'équipement (+ 18 % en 2004 après + 9,5 % en 2003) ou l'évolution des ventes de véhicules utilitaires (+ 10 % en 2004 après + 5 % en 2003). Le nombre élevé de créations pures d'entreprises, 5 336 en 2004 contre 4 916 un an auparavant, constitue également un indicateur pertinent des perspectives favorables qu'offre le marché réunionnais pour les investisseurs.

***... la confiance du système bancaire dans la qualité des opérateurs économiques,...***

Le système bancaire local, qui contribue de plus en plus au financement de l'économie (près de ¾ des encours), accompagne d'autant plus facilement ce mouvement que le niveau de risque auquel il est confronté est faible. Les bonnes performances des banques locales sont le reflet du dynamisme du marché du crédit, mais aussi d'un risque bien maîtrisé et d'une bonne productivité de la place bancaire.

***... et confirme l'importance grandissante de l'investissement dans la croissance économique, moins pénalisée en 2004 par le déficit commercial.***

En 2004, les exportations de biens se sont accrues de 4,2 % pour atteindre 249 millions d'€. Les exportations de services, plus difficilement mesurables et essentiellement issues des revenus de l'activité touristique, représentent environ 350 millions d'€. Sur l'année 2004, les services vendus à l'extérieur ont plutôt été tirés par le transport aérien (déploiement de la compagnie Air Austral sur la ligne Paris – Réunion et d'Air Bourbon jusqu'en novembre), tandis que la fréquentation touristique a stagné (430 000 touristes en 2004 contre 432 000 l'année précédente). En parallèle, les importations de biens, qui représentent la grande majorité des importations, se sont stabilisées (+ 0,3 %) à 3,03 milliards d'€.

***La croissance n'est cependant pas suffisamment solide pour relancer significativement l'emploi.***

Selon les premières estimations, la croissance de l'emploi salarié marchand en 2004 a été comparable à celle de 2003 avec plus de trois mille créations nettes (+ 3 %), ce qui constitue une performance moyenne en comparaison des années 1999 à 2001 (création de plus de six mille emplois par an). Face à une population active qui progresse encore de près de 4 000 personnes par an sur la période récente et compte tenu de la faible évolution des emplois publics, agricoles et non salariés, la seule dynamique du secteur marchand reste insuffisante pour améliorer significativement le marché de l'emploi. En effet, le dernier taux de chômage au sens du BIT, calculé par l'INSEE lors de l'enquête annuelle menée au second trimestre de chaque année, ressort à 33,5 % en 2004 contre 32,9 % en 2003. Toutefois, après un premier semestre 2004 morose en terme d'emploi, une amélioration des indicateurs a été observée dans la seconde partie de l'année avec une stabilisation du nombre d'allocataires du RMI et une diminution du nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage. Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie 1 inscrits à l'ANPE a reculé de 5,7 % en 2004 (66 300 personnes). Il s'élève en moyenne annuelle à 68 600 personnes soit 22,4 % de la population active.

### *Des évolutions contrastées selon les secteurs d'activité :*

S'agissant du secteur primaire, les bons résultats de la campagne cannière (la meilleure des dix dernières années avec 1,97 millions de tonnes) et le redressement de la pêche industrielle (exportations maritimes en hausse de + 8,8 % en valeur), contrastent avec les performances décevantes de la branche « végétal, fruits et légumes », pénalisée par des circuits de commercialisation désorganisés et l'absence de stratégie concertée. Dans un marché en croissance, l'activité des filières avicoles et bovines est restée stable en 2004, ce qui a profité aux produits importés. En revanche, les productions de viande porcine et de lait se sont redressées en 2004 et ont regagné du terrain vis-à-vis des importations.

Dans son ensemble, l'industrie agroalimentaire a enregistré un niveau d'activité satisfaisant en 2004, notamment le secteur sucrier avec une production en hausse de + 5,4 % (220 470 tonnes). Dans la branche « boissons », les difficultés de commercialisation du Rhum liées à la concurrence des produits de la Caraïbe ont conduit les distilleries réunionnaises à réorienter leur production vers les alcools neutres et les flegmes (alcools à usage industriel).

L'activité des industries manufacturières, en partie liée à celle du secteur de la construction, a été bien orientée tout au long de l'année 2004, comme en témoigne la progression en volume des importations de bois destiné à la transformation (+ 26,4 %), de produits métalliques (+ 38,4 %), de matières plastiques brutes et produits chimiques de base (+ 6,7 %) et de produits destinés aux imprimeries et cartonneries (+ 14,2 %).

Paradoxalement, le secteur du BTP a connu une année moins dynamique que ne le laissaient espérer les prévisions de fin 2003. En effet, la grève générale du second trimestre et les retards pris dans l'exécution de certains marchés publics (appels d'offres infructueux) ont pesé sur l'activité de la branche. Celle-ci est cependant restée bien orientée grâce à une demande privée soutenue et au rebond des chantiers publics en fin d'année. Sur l'ensemble de l'année 2004, les ventes de ciment se sont accrues de 3,7 % (475 708 tonnes) et les effectifs recensés par la caisse des congés payés du BTP se sont inscrits en hausse de + 9,6 % à fin décembre (16 629 personnes). Ce dernier indicateur doit néanmoins être nuancé par les effets de la signature de la nouvelle convention collective en matière de lutte contre le travail clandestin, qui a entraîné un certain nombre de régularisation qui ne sont pas des réelles créations d'emplois. Enfin, le nombre de logements sociaux financés au titre de l'année 2004 est en nette diminution, soit 3 141 logements contre 4 638 prévus et 4 135 réalisés en 2003.

L'année 2004 a été particulièrement favorable pour les entreprises du commerce de gros, en liaison avec la bonne tenue de la consommation des ménages. La stabilisation des recettes de l'octroi de mer en 2004 (- 0,7 %) ne constitue pas une contre performance dans la mesure où le niveau observé en 2003 intégrait l'achat de deux avions par la compagnie Air Austral et des importations élevées de véhicules en liaison avec des ventes stimulées par le salon bisannuel de l'automobile (tenu fin 2003).

Le bilan 2004 du secteur touristique, notamment concernant l'hôtellerie, a été particulièrement décevant avec une fréquentation globale en stagnation (430 000 touristes en 2004 contre 432 000 en 2003), qui recouvre une diminution marquée du tourisme d'agrément (-12,2 % et 183 000 personnes) au bénéfice du tourisme affinitaire (+ 9,3 % et 180 300 personnes) et d'affaires (+ 16,7 % et 51 600 personnes). La destination Réunion rencontre un

problème de positionnement, avec une offre qui ne se démarque pas suffisamment de celle des pays de la Caraïbe, mieux placée en termes de prix et mieux pourvue en infrastructures hôtelières.

En revanche, le trafic aérien affiche une hausse sensible en 2004 (+ 7,2 %) provoquée par une baisse des prix liée à une concurrence plus vive (arrivée des compagnies Air Bourbon et Air Austral sur la ligne Réunion - métropole) qui a surtout bénéficié au tourisme affinitaire et aux déplacements des réunionnais. Malheureusement, l'arrêt des opérations de la compagnie Air Bourbon fin novembre et sa liquidation judiciaire prononcée début décembre a encore affecté une offre aérienne déjà jugée instable et insuffisante depuis quelques années. Si cet événement n'a pas trop pénalisé l'offre en sièges (à l'exception notable de l'offre destinée aux groupes de touristes) compte tenu de la capacité de réaction des autres compagnies, il s'est traduit par des effets négatifs en terme d'image, une méfiance accrue des consommateurs envers les petites compagnies et un renchérissement du coût du transport.

Enfin, la croissance de l'activité des services marchands s'est poursuivie en 2004 à un rythme légèrement inférieur à celui observé fin 2003. La progression des recettes de TVA, qui atteint + 7,3 % en 2004, est bien la traduction d'un bon niveau d'échanges dans une économie dominée par les services (3/4 du PIB).

Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises s'améliorent légèrement : le taux de créances douteuses brutes pour les entreprises et entrepreneurs individuels ressort à 7,3 % fin 2004 contre 8,4 % un an auparavant. De même, le nombre d'impayés sur effets conserve une tendance baissière (- 18,3 % en 2004 après - 2,1 % en 2003) malgré la pointe du second trimestre liée à la grève du secteur du BTP et des transports.

S'agissant des particuliers, le nombre des retraits de cartes bancaires pour utilisation abusive augmente légèrement en 2004 (+ 4,1 %) et la progression du nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement s'est poursuivie (+ 12 %), mais à un rythme moins élevé qu'en 2003 (+ 23 %). Rapporté au nombre d'habitants, ces deux indicateurs affichent des valeurs largement inférieures à celles observées en métropole. Par ailleurs, le taux de créances douteuses brutes pour les crédits aux particuliers atteint son plus bas historique au 31 décembre 2004 avec un niveau de 4,6 %.

Dans ce contexte, les performances du système bancaire pour l'année 2004 se sont révélées flatteuses. L'activité de distribution de crédits a été particulièrement dynamique (croissance des encours de + 12,7 % à fin décembre), les banques de la place contribuant de plus en plus largement au financement de l'économie locale (74 % des encours fin 2004, en hausse de + 2 points). Si l'ensemble des produits se sont développés (crédits d'équipement et d'exploitation aux entreprises, crédits à l'habitat et à la consommation pour les particuliers), l'évolution des encours des crédits d'équipement aux entreprises a été la plus notable (+ 18,1 %). Globalement, la collecte de dépôts s'est accrue de 9,5 % sur un an au 31 décembre, mais a principalement profité aux placements à long terme, notamment en assurance vie, tandis que les ressources bilancielle (conservées sur place pour être réinjectées dans l'économie) des banques locales ont progressé plus faiblement. En conséquence, la position extérieure nette du système bancaire local (emplois locaux financés par des ressources locales) a atteint un déficit record (1,6 milliard d'€), significatif du rôle essentiel des établissements de crédits locaux dans l'accompagnement du développement de l'économie de l'Ile.

## CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX EVENEMENTS DE L'ANNEE 2004

### **22 janvier – Visite de Mme Girardin**

En visite à la Réunion, pour trois jours, Madame Brigitte Girardin, Ministre de l'Outre-mer, accompagnée de M. Pierre-André Wiltzer, Ministre de la Coopération, doit participer à la conférence sur la coopération régionale.

### **29 janvier - Semita**

En partenariat avec France Telecom, la Semita, SEM spécialisée dans les TIC, vient de réaliser une première technologique à la Réunion en rendant accessible l'Internet haut débit dans la commune de Cilaos grâce au système Wifi (technologie sans fil) dont l'installation, achevée, sera inaugurée en avril.

### **4 février – Titularisation des journaliers communaux**

11 000 journaliers communaux en grève ont obtenu la mise en place d'une commission chargée de définir les modalités et le contenu d'un plan qui leur permettraient d'intégrer la fonction publique territoriale.

### **10 février – Octroi de mer**

Le Conseil de l'Union européenne, réuni à Bruxelles, a adopté formellement le nouveau dispositif d'octroi de mer. Il devra être opérationnel d'ici le 1er août 2004 et sera valide jusqu'au 1er juillet 2014.

### **27 février – Déviation de la Saline-les-bains**

Deux mois après la déviation de la Saline-les-bains, la voie urbaine de Saint-Leu, qui doit permettre de fluidifier la circulation dans l'ouest, a été inaugurée.

### **5 mars – Hotel Boucan-Canot**

L'hôtel « Le Boucan Canot » à Saint-Gilles est le premier à bénéficier d'un changement de catégorie, passant de trois à quatre étoiles. Il rejoint les Villas du Lagon et le Saint-Alexis.

### **10 mars – Coopération régionale avec la Chine**

Dans le cadre d'une coopération initiée avec la Région, le bureau de la représentation de la ville de Tianjin (Chine) a été inauguré à Saint-Denis. La coopération entre les deux parties a trouvé sa concrétisation dans un projet d'usine fabriquant des téléviseurs et du petit électroménager au Port.

### **12 mars – Manifestation**

Manifestation dans les rues de Saint-Denis, de 2 500 personnes qui veulent réagir à la politique de « casse sociale » du gouvernement soutenu par le Medef.

### **30 mars – B. Girardin reconduite dans ses fonctions**

Lors du remaniement gouvernemental Raffarin III, Madame Brigitte Girardin a été reconduite dans ses fonctions de Ministre de l'outre-mer.

### **3 mai - Grève du BTP**

Le conflit opposant patronat et syndicat sur les négociations de la convention collective du BTP, qui s'est étendu aux transporteurs (blocages de points stratégiques), a paralysé quasiment toute l'activité économique pendant deux semaines. La signature de la convention collective a mis fin à la grève.

### **9 mai – Salon de la maison**

La seizième édition du salon de la maison a enregistré 110.000 visiteurs en 10 jours.

### **21 mai – Visite du Ministre M. Barnier**

A l'occasion de sa visite d'une journée à la Réunion, le Ministre des Affaires étrangères, M. Michel Barnier, est intervenu sur le thème de la Réunion et de l'Europe. L'ancien commissaire européen a expliqué qu'il continuera à défendre la cause des régions ultrapériphériques auprès de Bruxelles.

### **17 juin – CTR**

La nouvelle présidente du Comité du Tourisme de la Réunion, Madame Jocelyne Lauret, qui succède à Monsieur Jacquet Hoareau, a été élue à l'unanimité. Le schéma de développement du tourisme sera sa première priorité. L'un de ses objectifs prioritaire sera d'amener dans l'île un million de touristes en 2020.

### **29 juin – Route des Tamarins – Finances publiques**

D'ici à 2007 et afin de financer différents investissements dont le montant global atteint 1,5 milliard d'euros, le Conseil régional va emprunter 700 millions d'€ auprès de 5 banques différentes. La Banque européenne d'investissement, institution financière de l'Union européenne, a signé un contrat de réservation d'un montant de 200 millions d'€ entièrement destiné à la construction de la route des Tamarins.

### **14 juillet – Sucre**

Dans le cadre de la réforme de l'Organisation Commune de Marché du sucre, déterminée à diminuer les prix et les quotas sucriers, la commission européenne accorde un « traitement spécial » pour le sucre réunionnais par le biais de compensations financières supérieures à la moyenne. Ce texte devra être soumis au Parlement européen et au Conseil européen.

### **22 juillet - Liquidation d'Héli-Réunion**

La plus ancienne compagnie d'hélicoptères de l'île « Héli Réunion » a été mise en liquidation judiciaire par le Tribunal de commerce de Saint-Denis.

#### **1er août – Octroi de mer**

Les nouvelles modalités d'application de l'octroi de mer sont effectives au 1er août prochain pour une durée de 10 ans, avec de nouvelles contraintes administratives pour les entreprises dont l'obligation de la déclaration d'existence et la déclaration du chiffre d'affaires de la production locale.

#### **20 août – Groupe Bourbon**

Le Groupe Bourbon s'implante dans l'immobilier et annonce que 400 millions d'euros seront investis par CBO Territoria en sept ans pour construire 1 500 à 2 000 logements, 40 000 mètres carré de bureaux et autant de locaux commerciaux et industriels.

#### **2 septembre – Pêche à la légine**

Le tonnage global de pêche à la légine fixé par les Terres Australes et Antarctiques Françaises n'a pas été augmenté depuis la dernière campagne. Le quota de deux armements est en hausse, deux en stagnation, et les deux derniers ont vu leurs quotas réduits.

#### **17 septembre – Visite de M. Gaymard**

Au terme d'une visite de 24 heures dans le département, M. Hervé Gaymard, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a rassuré l'ensemble des acteurs agricoles du département sur la volonté de la France de se battre pour la filière canne. Il a, notamment, affirmé que la France ferait tout, pour obtenir de l'Europe la compensation maximale face à la baisse annoncée du prix du sucre.

#### **21 septembre – Nouvelle stratégie pour l'emploi**

Le nouveau Préfet de la Réunion, a réuni les acteurs socio-économiques, en vue de réfléchir à une nouvelle stratégie pour l'emploi à la Réunion dont les objectifs sont d'augmenter de 20 % en trois ans le nombre d'emplois marchands durables et voire baisser le nombre d'emplois aidés, jugés non pérennes.

#### **23 septembre – Visite du PDG de France Telecom**

En visite dans l'île, le PDG de France Telecom, Thierry Breton, a signé un accord cadre de partenariat avec le Conseil général qui permettra d'accélérer le déploiement d'Internet à haut débit à la Réunion et de faire de Saint-Denis une « cyberville ».

#### **26 septembre – Salon Cyber 2004**

Cyber 2004, le salon de la bureautique, de l'informatique et du numérique, a ouvert ses portes au Parc des Expositions et des Congrès de Saint-Denis. Le thème de ce 18ème salon est « le conseil, le suivi, et le service au consommateur ». Le salon a enregistré 30 000 visiteurs en une semaine.

#### **5 octobre – Route des Tamarins**

Des irrégularités dans la procédure de passation de marché du viaduc de Plateau caillou ont conduit le Tribunal Administratif à annuler le marché. La Région doit renouveler son appel d'offres. Ce qui suppose des retards de six mois à un an pour la future route des Tamarins.

#### **8 octobre – Plan de redressement à la Chambre d'agriculture**

La situation financière compromise de la Chambre d'agriculture a conduit ses financeurs à la soumettre à un plan de redressement. La Chambre verte à trois ans pour assainir sa situation financière.

#### **20 octobre – Terrain accordé aux Brasseries de Bourbon**

La décision du Conseil Général de louer aux Brasseries de Bourbon un terrain de 9 ha situé au Port n'a pas fait l'unanimité. Les trois chambres consulaires, l'Adir et le Cpi ont dénoncé une « décision unilatérale » et ont demandé que cette zone soit réservée à des activités dont la proximité du Port passe en priorité. Le Département justifie son choix en estimant que les terrains disponibles devaient être mis à la disposition d'entreprises locales qui participent au développement de l'emploi.

#### **27 octobre – Extension de la galerie Carrefour**

L'autorisation de l'extension de 5 990 m<sup>2</sup> de la galerie marchande du Carrefour de Sainte-Suzanne a été accordée par la Commission départementale d'équipement commercial, celle-ci, a également, donné son accord pour la délocalisation et l'agrandissement du futur l'Hyper crack de Saint-Pierre qui totalisera 5 900 m<sup>2</sup> de surface commerciale.

#### **8 décembre – Air Bourbon**

En proie à de fréquentes crises de trésorerie, la compagnie privée réunionnaise Air Bourbon a déposé son bilan. Dix huit mois après sa création, le Tribunal de Commerce a prononcé la liquidation judiciaire de la compagnie, le plan de redressement proposé ne les ayant pas convaincus. Des milliers de passagers doivent trouver des solutions pour leurs voyages annulés et 166 salariés perdent leur emploi.

#### **22 décembre – Contrats avenir**

Dans le Plan de cohésion sociale de M. Jean-Louis Borloo, en visite à la Réunion, il est annoncé que les CES et autres CEC sont appelés à disparaître au profit des Contrats d'avenir à l'emploi (CAE) à compter de 2006. L'objectif est de créer 15 000 contrats d'avenir tous les ans pendant cinq ans.